



Le Bulletin de StreetNet

Numéro 13 Juillet 2008

Le Bulletin de StreetNet International, la fédération internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue. Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001 Afrique du Sud. e-mail stnet@iafrica.com site internet: www.streetnet.org.za

Bulletin de StreetNet sur site internet <http://www.streetnet.org.za/francais/page5.htm>

Dans ce numéro:

- Conférence Internationale sur la Planification Urbaine et la Politique du Développement
- Rassemblement des vendeurs de rue et Marche au Parlement Indien
- Conférence Internationale – Résolution
- KENASVIT du Kenya visite NEST, Népal
Par Bernard Maingi Isika, Co-Secrétaire et Asha Sayedi Ibrahim, Co-Trésorier de KENASVIT et Umesh Upadhyaya, Secrétaire Général adjoint de GEFONT
- Visite de la CNTS, Sénégal à SEWA, Inde
Par Joyti Punjabi Vimo, SEWA et Seyni Mané Ndiaye et Anni Diouf, Comité des femmes de la CNTS
- La première conférence mondiale des collecteurs des déchets
Par Chris Bonner, Programme d'Organisation et Représentation de Wiego
- Afrique australe: Demande au Protocole de commerce régional d'inclure l'économie informelle
- Déclaration de StreetNet sur les attaques Xénophobiques en Afrique du Sud
- SIVARA gagne la lutte pour la reconnaissance des vendeurs de rue
Par Oscar Roberto Silva, SIVARA, Argentine

PLANIFICATION POUR LE TRAVAILLEUR PAUVRE

Conférence Internationale sur la Planification Urbaine et la Politique du Développement, Delhi, Inde

La Conférence Internationale sur la Planification Urbaine et la politique du développement "Villes du Niveau Mondial POUR TOUS !! - Planification Inclusive pour le Travailleur Pauvre" était organisée par StreetNet International, Alliance Nationale des vendeurs de rue de l'Inde (NASVI), et le Département du Travail Social de l'Université de Delhi, du 14-16 Avril 2008, à Delhi, Inde.

La décision d'organiser la conférence de 3 jours a été prise par le Conseil International de StreetNet lors de sa réunion de Mai 2007. Cette conférence a vu la participation de tous les affiliés de StreetNet ainsi que les représentants de NASVI et de SEWA. La réunion élargie du Conseil International s'est tenue après la conférence, en dates du 17 au 18 Avril 2008. L'objectif de la conférence était de changer la façon de raisonner des Planificateurs et Juges et encourager un changement vers une planification inclusive pour le pauvre urbain et renforcer la participation et ajouts que les organisations des vendeurs de rue font à la planification et aux processus politiques.

La conférence a été ouverte par Shikha Joshi, Secrétaire de NASVI, qui a présenté la note de bienvenue et a souligné les différents développements au niveau mondial au nom de l'assainissement des villes avec l'accroissement des compagnies privées des détaillants à cause de la globalisation. Elle a dit que ceux-ci ont sévèrement affecté les vies et gagne-pain des vendeurs de rue et ambulants à travers le monde.

La conférence a été formellement inaugurée par Prof. Arjun Sengupta, Président, Commission Nationale sur les Entreprises dans le secteur Informel/non organisé, Gouvernement de l'Inde (NCEUIS) par allumage de la lampe symbolique. Nozipo Lembethe, Administratrice de StreetNet International a introduit chacun des délégués étrangers à la conférence internationale. Arbind Singh (NASVI) a brièvement introduit les délégués de NASVI qui ont voyagé de différentes régions du pays.

Prof. S.K Tandon, co-Chancelier adjoint de l'Université de Delhi, a souhaité la bienvenue à tous les délégués en tant que co-organisateur de la conférence. Citant les mots du planificateur urbain Jane Jacobs, il a noté que 'les villes sont des systèmes vivants et vibrants, non pas les produits des grands projets utopiques, concoctés par des planificateurs ultra zéleux'.

Prof Sanjai Bhatt, Chef du Département du Travail Social, Université de Delhi, a dit que les participants ont voyagé de leurs pays, villes et villages à cause de leur attachement aux valeurs de base de la justice sociale et de droits de l'homme. Il a dit que dans le contexte où nous nous approchons des jeux de Commonwealth (2010) à Delhi, l'appel de NASVI pour les Villes du Niveau Mondial POUR TOUS !! ainsi que la demande pour une planification inclusive qui inclurait le pauvre urbain dans les décisions qui les affectent dans les préparations pour les jeux, était une étape proactive, qui mérite un soutien total.

L'orateur suivant Dr. Arjun Sengupta, Président de la NCEUIS, a dit que l'enquête

conduite par la commission a fait ressortir le fait que les vendeurs de rue jouent un rôle économique important et qu'ils devraient être impliqués dans les sous processus de planification urbaine.

Renana Jhabvala, Présidente de SEWA Bharat a noté avec appréciation le rôle joué par Ela Bhatt dont le travail de pionnière était d'initier l'organisation SEWA et le mouvement des femmes travailleuses dans l'économie informelle, il y a de cela 30 ans.

Elle a conçu l'idée de StreetNet en 1995, et ceci a été avancé en 2000 lorsque le travail de conduire les ateliers consultatifs qui s'est matérialisée en Asie, Afrique et Amérique Latine pour établir la fondation de StreetNet et son lancement en 2002. Jhabvala a dit que c'était préoccupant de voir une croissance au lieu d'une diminution des activités de développement qui ignorent les besoins des vendeurs de rue.

En soulevant la question des centres commerciaux qui menaçaient les emplois du pauvre urbain, elle a dit qu'il y a deux approches pour faire face au problème - la première c'est de s'opposer à ça et la deuxième c'est de faire la compétition. Elle a dit que suite aux protestations contre le développement de ces centres commerciaux, le gouvernement a décidé de ne pas octroyer des licences de développement aux compagnies étrangères.

Une autre importante considération était que ce sont les vendeurs de rue qui représentent la particularité culturelle du pays, qui attire les touristes, plutôt que des centres commerciaux. Finalement, elle a dit qu'étant donné que les femmes sont en train d'être chassées du secteur non organisé en Inde à cause de l'excès de violence, c'est devenu impératif d'avoir des marchés des femmes.

Krishna Prasad Shah, Vice Président de NASVI, qui a parlé après, a attiré l'attention sur l'importance de la vie des vendeurs dans de petites villes en Inde et leurs luttes propres à eux pour les facilités de base et le nouveau processus de participer dans la planification de "nouveaux zones de vente".

Kim Heung-Hyun, Président de StreetNet International, a conclu la session d'ouverture en soulignant les préoccupations sur la planification qui ignore les besoins de base du pauvre.

Dans la deuxième session, on a divisé les participants en deux groupes pour qu'ils partagent les expériences spécifiques de leurs pays sur la politique et la planification. Plusieurs délégués ont relaté comment leur expérience est celui d'être récepteur des lois qui ont été passées pendant un autre ère et en tant que tel, celles-ci n'ont aucune chance de rencontrer les besoins de la population. Il y a aussi l'ignorance des problèmes qui affectent les vendeurs de rue, de marché et colporteurs. L'appel était pour que les lois soient appliquées totalement et là où c'est applicable, qu'elles soient remplacées par de nouvelles politiques en consultation avec les organisations des vendeurs de rue.

Dans certains cas, tel qu'en Ouganda, nous avons appris que les tentatives de négocier une résolution à la crise d'expulsion étaient couronnées de succès. Les

vendeurs de marché qui étaient confrontés à l'expulsion des marchés comme résultat du renouvellement urbain par un développeur privé, ont approché le parlement pour assistance.

C'était une réussite de considérer les problèmes de la vulnérabilité des femmes vendeuses de marché à la perte de gagne-pain et ainsi l'importance des droits au gagne-pain à l'ordre du jour. Le Gouvernement a aussi stoppé la vente des terrains publics sur les quels se trouvent les marchés.

Dans la deuxième session, "la Participation dans la Planification" - Expériences des Organisations des vendeurs de rue, on a invité les délégués de StreetNet suivants pour partager leurs expériences.

Orlando Mercado, CTCP, Nicaragua, vendeur de rue qui a dit qu'une lutte majeure a eu lieu entre la police et la communauté des vendeurs de rue en 2002. 364 vendeurs étaient emprisonnés. Il leur a pris deux mois de longues et laborieuses négociations avant la restauration de leur liberté. Les principales inquiétudes de la communauté des vendeurs de rue du Nicaragua étaient l'absence des installations sanitaires adéquates, éducation et justice sociale. Il a demandé comment est-ce même pensable que les vendeurs de rue qui représentent une si grande proportion de la population ne puissent pas avoir une voix dans les politiques de développement de l'Etat. C'est l'économie informelle qui crée presque 50% du produit Intérieur Brut et paye 80% de taxes contre la contribution de 20% faite par le secteur formel

Martha Santayo, FNOTNA, Mexique, a dit que ses parents étaient aussi des vendeurs de rue et ils étaient traumatisés par les atrocités de la police et ont eu à lutter pour leurs droits. Elle a dit qu'elle était persuadée que ce n'est pas seulement le gouvernement qui est responsable des conditions actuelles; nous devrions aussi prendre une part de responsabilité pour nos problèmes là où c'est approprié. Elle a affirmé que les vendeurs de rue doivent être traités comme d'autres citoyens travailleurs du pays. Les vendeurs de rue étaient prêts à payer leurs taxes au gouvernement mais au retour ils demandent des places fixes pour les vendeurs de rue en ville ainsi que la justice sociale et la sécurité sociale pour eux. Elle a finalement dit que nous devons être unis pour lutter pour la cause des vendeurs de rue.

Angélique Kipulu Katani, LDFC, Congo, a dit que le Congo est un grand pays, riche en minerais et agriculture mais avec la majorité de la population vivant dans la pauvreté. Dans les années 1990s, le Congo a fait face à une dépression économique sévère qui a conduit à la perte de l'emploi et gagne-pain pour beaucoup. Maintenant approximativement 85% de la population sont dans le secteur informel. Et même l'autre 15% sont indirectement dépendants du secteur non organisé pour suppléer à leur revenu. Initialement, elle travaillait pour un syndicat dont l'objectif principal était d'organiser les travailleurs dans le secteur formel. Elle a relaté comment son syndicat était approché par les femmes qui vendaient de l'autre côté de la frontière. Elle a négocié avec les autorités qui ont banni le commerce parce que selon elles, la congestion créée posait un danger public. A cause de son intervention, les femmes ont continué à gagner leur vie. Il y avait un traitement inhumain des femmes, confiscation de leurs propriétés et certaines étaient même emprisonnées.

Parcequ'à ce moment-là le cadre de travail du syndicat n'autorisait pas de travailler avec les ne pourvoyait pas pour les travailleurs du secteur informel, les politiques et lois ont dû être modifiées pour contenir le secteur informel. Katani a terminé en disant qu'une plate-forme internationale est nécessaire pour adresser les problèmes des vendeurs et que cette conférence est un bon effort vers l'accomplissement de cet objectif.

Lameck Kashiwa, AZIEA, Zambie a dit que c'était un long processus de faire impliquer l'Etat dans les problèmes des travailleurs de l'économie informelle. Cependant, ce problème est devenu plus urgent à cause de la croissance explosive du secteur informel et les retranchements massifs après l'introduction des politiques d'ajustement structurel par les FMI et la Banque Mondiale. Il a soulevé le problème de manque de consultation par le Gouvernement. Le Mémoire d'entente (MOU) entre l'Union Européenne et le Gouvernement Zambien prévoyait que le gouvernement devrait consulter les parties intéressées 'p.ex. les vendeurs de marché dans le processus de développer un nouveau marché pour eux. Après que AZIEA ait révisé le MOU, les organisations des vendeurs de marché sont intervenues pour donner les ajouts formels sur le genre de marché dont ils avaient besoin. Ils ont énuméré les priorités suivantes: dépôts, sécurité, électricité, eau, gestion et ramassage de déchets, forum formel pour disputes, fonds pour santé et croissance, et un accent sur les marchés ouverts, éducation sur les besoins des vendeurs de marché et ainsi de suite. Il a dit que le gouvernement doit savoir 'qui sommes nous et ce dont nous avons besoin dans l'économie informelle. La loi actuelle de la Zambie ne prévoit pas un forum pour discuter des problèmes avec l'économie informelle en tant que secteur et le manque de consultation demeure une lutte continue.

Cheikh Fall, Projet des vendeurs de la rue, New York, a introduit son organisation comme étant celle qui a été envisagée et mise sur pied par un vendeur de rue qui a éventuellement embrassé la profession de la loi. Il a souligné comment la communauté des vendeurs de rue de New York s'était rendue compte qu'il était important d'identifier les préoccupations et stratégies pour créer des structures qui seraient utilisées pour négocier avec les autorités. Le profil sociodémographique de la communauté des vendeurs de rue à New York est différent de celui des autres nations, en particulier les régions Asiatiques, Africaines et d'Amérique Latine. La plupart des vendeurs sont des émigrants étrangers.

Kim Heung Hyun, KOSC, Corée du Sud, a expliqué dès le début que KOSC a été formé comme résultat des luttes des vendeurs de rue de la Corée du Sud à Séoul pendant l'organisation des événements sportifs internationaux, lorsque les vendeurs de rue ont été expulsés des rues à plusieurs reprises, en préparation des événements sportifs.

Ce qui a prouvé le point que l'histoire se répète parce qu'aussi bien en Inde qu'en Afrique du Sud où les événements sportifs sont en train d'être organisés en 2010, la question se pose maintenant sur l'agenda de l'organisation. Les demandes de la campagne de Villes du Niveau Mondial POUR TOUS !! pour "pas d'éviction sans relocation" et pour "le dialogue social" sont pertinentes partout. Il a dit que l'attitude du Gouvernement a été de réduire le nombre des vendeurs au dixième de leur force actuelle en Corée, même si ceci voudrait dire l'emploi des gangs pour le faire. Il a

ajouté que KOSC a une histoire longue de 20 ans mais l'organisation a connu des périodes très critiques. Les vendeurs étant en train de faire des efforts consistants pour soumettre des propositions alternatives pour contrer le grand super-marché et les affaires des compagnies multi-nationales avec qui ils sont forcés de rivaliser.

Arbind Singh, NASVI, Inde, a indiqué que la politique nationale du gouvernement de l'Inde sur les vendeurs de rue était adoptée en 2004 et sa réalisation au niveau des l'Etats est un processus très lent dans le quel NASVI est impliqué. Des révisions ultérieures ont été recommandées. Maintenant le Gouvernement Indien est aussi en train de considérer une Loi pour les Vendeurs de rue que les tribunaux doivent reconnaître. Il a dit qu'avant que la loi ne soit adoptée par le parlement, certains Etats comme Bhubaneshwar et Pune, de manière proactive ont introduit la nouvelle politique au niveau de l'Etat. A Pune, ces politiques n'ont pas servi l'intérêt des pauvres; cependant la même politique avec la participation des vendeurs de rue est en train d'exhiber des résultats productifs à Bhubaneshwar (voir l'article sur cette page).

Dans la session suivante, Ajay Narayan, Directeur Financier du Lease Plan, une compagnie internationale qui travaille dans plus de 150 villes, a discuté des partenariats potentiels impliquant la responsabilité sociale des entreprises (CSR) avec le secteur des vendeurs de rue dans des stratégies qui mettent l'accent sur les plans d'utilisation de la terre et la partition des zones, la démarcation des zones de vente ainsi que l'infrastructure, logement, transport et installations sanitaires à travers la coopération entre le gouvernement, les organisations non gouvernementales et le secteur des entreprises.

Dans la session de l'après-midi les participants se sont divisés en deux groupes pour partager leurs expériences spécifiques individuelles et celles de leurs pays sur le changement de la façon de raisonner des planificateurs, juristes, organes exécutifs et législatifs du gouvernement. Tous les deux groupes ont dit que des lois et politiques injustes voient le vendeur de rue comme 'nuisance' et même comme 'criminel', ont signalé le besoin urgent pour la reforme des lois et la nécessité de conscientiser ceux en position de prise de décision à travers une combinaison d'approches qui incluent d'entreprendre des démarches formelles à travers des négociations collectives et litiges tel que discuté à l'atelier de StreetNet sur les négociations collectives au Sénégal en 2007, en utilisant le média, la sympathie des consommateurs et le public.

Planification Municipale pour les 'Zones de vente'

L'exposé de Ashok Kumar Pattanaik, Commissaire adjoint de la Corporation municipal de Bhubaneshwar (BMC) a examiné le résultat des efforts pour l'application de la politique au niveau de l'Etat".

Bhubaneshwar, une confluence des traditions anciennes et modernes, est considérée comme un "Paradis pour les Vendeurs de Rue" largement en tant que résultat d'une application réussie de la politique par l'Etat. Pattanaik a dit que l'Article 19 (1) g dans la constitution Indienne prévoit la conduite du commerce et affaires sur les pavements. Il a dit que la situation de la vente de rue est gouvernée par la Corporation Municipale de Bhubaneswar (BMC) avec les vendeurs de rue et leurs

organisations.

Les résultats de l'enquête conduite par AORVA à Bhubaneswar ont montré qu'il y avait environ 17 000 vendeurs de rue dans la ville, mais cette information est actuellement en train d'être actualisée.

Il a dit que les problèmes des vendeurs de rue ne peuvent pas être traités en isolation et de nombreux programmes ont été initiés par la BMC pour les vendeurs de rue. Ceux-ci incluent:

- Des structures pour porter plainte et des réunions régulières;
- Introduire la charte du citoyen ainsi que la carte du rapport des citoyens;
- Une évaluation opportune;
- Une base des données des vendeurs de rue;
- Un programme de micro entreprises, liant les bénéficiaires avec les banques;
- Provision de la sécurité sociale;
- La déclaration de la BMC pour les nouvelles "zones de vente" en consultation avec les vendeurs;
- Une relocation planifiée des vendeurs de rue à des sites alternatifs de vente, en consultation avec les vendeurs;
- Un effort continu d'identifier de nouveaux sites et terrain pour "zones de vente".

PLANIFICATION INCLUSIVE POUR LE TRAVAILLEUR PAUVRE Conférence Internationale sur la Planification Urbaine et politique du développement, Delhi, Inde - RESOLUTION

En plus, on a identifié une préoccupation que c'est nécessaire d'organiser plus efficacement pour que les droits soient totalement compris, pas seulement par le secteur des vendeurs de rue, mais également par les tribunaux et planificateurs qui ont la tâche d'interpréter et appliquer la loi.

Les femmes déléguées ont mis l'accent sur le besoin pour un statut égal des femmes vendeuses en défiant le préjudice que les planificateurs et tribunaux ont sur les femmes. Les demandes des femmes sont différentes de celles des hommes, p.ex les demandes pour l'éducation des enfants, et structures de santé ainsi que les problèmes de harcèlement au travail.

Au troisième jour, la dernière session était dirigée par Helen Creed du Département des consommateurs et protection de l'emploi, Gouvernement d'Australie de l'Ouest. Anandan P. Menon du bureau des Programmes, BIT a cité des efforts variés de plaidoyer qui ont été faits en Inde dans les années passées pour soutenir la recherche et la formulation de la politique nationale. Il a dit que le rôle des femmes est important et l'OIT est en train de faire des recherches sur la pauvreté et les droits des vendeurs de rue.

Amod Kanth, Secrétaire Général, Prayas (organisation des enfants de la rue et des sans abris) faisait partie du comité qui a formulé la Politique Nationale sur les Vendeurs de Rue Urbains de l'Inde. En citant l'exemple récent et continu de rénovation urbaine pour les Jeux de Commonwealth en 2010, Mr. Kanth a dit que la ville est connue comme étant l'engin de croissance et pendant que sa croissance est

alimentée par le travail du pauvre travailleur, quand la ville est créée, on enlève immédiatement les pauvres. Il a mis l'accent sur le fait que la planification inclusive était cruciale.

Compte rendu rédigé par Poonam Mayuri, Vinod Supriya et Akanksha du Département de Travail Social, Université de Delhi, Delhi, Inde.

Ainsi pour protéger leur gagne-pain, nous demandons aux gouvernements de mettre en place des lois en leur faveur:

- i. Leur donner des cartes d'identité et licences;
- ii. Formuler des zones viables pour les vendeurs ambulants;
- iii. Pas d'évictions illégales;
- iv. Les protéger à travers des programmes de sécurité sociale;
- v. Pourvoir des facilités de base dans leurs marchés;
- vi. Leur assurer de l'assistance financière et formation sur l'emploi;
- vii. Développer un mécanisme approprié pour appliquer la loi.

4. Le partage d'expériences nous aide à nous rendre compte que les problèmes des vendeurs de rue, ambulants, petits commerçants sont plus ou moins les mêmes partout dans le monde. Donc nous devrions combattre globalement leurs problèmes.

Nous avons aussi résolu que pour résoudre leurs problèmes, il est nécessaire de:

- i. Former leurs organisations à toutes les couches c.à.d au niveau local, national et international;
- ii. Renforcer leurs capacités à négocier avec l'Etat et les autorités locales;
- iii. Renforcer leurs organisations et les soutenir au niveau national et international;
- iv. Et si une organisation de n'importe quel pays a un problème, nous les soutenons globalement.

5. Tous les problèmes des vendeurs de rue, ambulants et petits commerçants sont le résultat du système économique et politique actuel des pays à travers le monde où le pouvoir économique politique est entre les mains des riches minoritaires de la société, qui éventuellement contrôlent les régimes.

Ainsi, nous prenons la résolution que nous devons intervenir dans le processus économique de notre pays.

Nous devons faire partie des institutions qui conçoivent les lois/politiques. Notre but ultime c'est d'avoir ce gouvernement qui est en faveur du pauvre et s'opposer à ce système économique et politique qui est responsable de ce problème.

La résolution à la quelle nous nous référons ci-dessus a été rédigée par Diana Taulo (Malawi), Martha Garcia Santayo (Mexique), Roberto Silva (Argentine), Wisborn Malaya (Zimbabwe), Jesent Nakayemba (Ouganda), Clarisse Fandy Gnahoui (Bénin), Ghazanfar Nawab (Inde), Shikha Joshi (Inde), Mahesh Bora (Inde).

KENASVIT du Kenya visite NEST, Népal

Par Bernard Maingi Isika, Co-Secrétaire et Asha Sayedi Ibrahim, Co-Trésorier de KENASVIT et Umesh Upadhyaya, Secrétaire Général adjoint de GEFONT

La visite d'échange de KENASVIT à NEST au Népal faisait partie des activités de StreetNet de renforcer la solidarité globale des travailleurs de l'économie informelle. Le comité de gestion de KENASVIT a accepté les dates du 12 - 20 Novembre 2007 pour visiter NEST et les plans ont été mis sur pied à travers la communication par courrier électronique. Trois délégués étaient proposés mais compte tenu des contraintes financières, seuls deux délégués se sont envolés pour Népal.

A l'arrivée le 13 Novembre, Bernard Maingi Isika, co-Secrétaire et Asha Sayedi Ibrahim, co-Trésorière de KENASVIT, ont assisté à un programme de bienvenue organisé par NEST. Quarante activistes du niveau de comité ont participé au programme de bienvenue.

Les délégués de KENASVIT ont appris qu'un recensement de 24 organisations nationales a été fait. Ils ont 76 000 membres aussi bien de petites que de grandes fédérations. Les syndicats ont une population d'entre 24 000 et 26 000 membres venant des 92 tribus. La réunion a souligné le besoin pour tous les membres de joindre les syndicats et fédérations quels que soient leurs genres. Les membres de NEST étaient intéressés d'apprendre comment KENASVIT a été formé, sur le Kenya et le recensement des vendeurs de rue complété par NISCOF faisant partie de ses efforts de persuader la mairie de l'importance de la vente de rue comme occupation de plusieurs milliers des gens à Nairobi.

Visite aux lieux de travail

Immédiatement après avoir participé au programme de bienvenue organisé par le Comité local de Rantapark, Sundhara, la délégation a visité des lieux différents de travail à Kathmandu afin d'observer les conditions des vendeurs de rue. Ils ont aussi rencontré les vendeurs qui ont été déplacés de Mangal Bazar, Latitpur et ont discuté avec eux des problèmes auxquels ils font face pendant qu'ils vendent sur la rue.

Les visiteurs de KENASVIT ont noté que les vendeurs de rue au Népal sont très actifs et organisés. Chaque rue a un comité qui est responsable de communiquer avec les membres. On donne aux vendeurs de rue les heures de vendre sur les rues pendant la journée et la nuit. Ils ne payent pas de taxe ni au conseil municipal ni au gouvernement.

Le 14 Novembre, les visiteurs de KENASVIT sont allés à Pokhara, environs 200 km de Kathmandu et ont participé à une réunion avec les membres du Comité du district de Kaski qui ont partagé avec eux les problèmes auxquels les vendeurs de rue font face là-bas. Le Comité du district de Kaski a aussi présenté ses efforts pour les droits des travailleurs et leurs efforts de travailler pour leur développement positif.

Les délégués ont écrit: "Nous avons rencontré des groupes des vendeurs de rue. Plus tard, nous nous sommes rencontrés avec Mr. Kumar, le Secrétaire à l'organisation du bureau central qui a expliqué comment leurs organisations, composées de plus ou moins 700 vendeurs de rue travaillent dans le district".

Le 15 Novembre, les visiteurs sont allés au bureau de GEFONT de la zone de Gandaki où on les a introduits à l'organisation centrale et aux membres et ont discuté de la situation des vendeurs de rue. Une comparaison a été établie sur comment les vendeurs font leur travail sur les rues de Nairobi et de Népal. Ils ont noté qu'il n'y avait pas beaucoup de différence entre les marchands informels des deux pays, si ce n'est qu'au Kenya les vendeurs sont harcelés par le conseil municipal.

Le 17 Novembre, ils ont visité le bureau central de GEFONT, Manmohan Labour Building, Putalisadak, Kathmandu et se sont rencontrés avec le Vice-président de GEFONT, Mr. Bisnu Rimal et Umesh Upadhyaya, Secrétaire Général Adjoint. Ils ont tenu une discussion sur la situation politique actuelle et des divers problèmes des vendeurs de rue causés par le manque d'une politique claire du gouvernement.

Le 16 et 18 Novembre, le comité a pris les visiteurs de KENASVIT à un tour pour visiter les places qui sont d'un intérêt national du point de vue historique et religieux, ainsi que les rivières et plaines neigeuses de l' Himalaya. Ils sont rentrés au Kenya le 19 Novembre 2007.

Les visiteurs de KENASVIT ont trouvé la visite d'échange très éclairante et agréable. "Nous avons été vraiment impressionnés par l'unité de l'objectif dans NEST et le soutien que les membres donnent à leur bureau national pour le permettre de les servir efficacement. Nous attendons la visite de NEST au Kenya".

La visite de la délégation de NEST au Kenya en Janvier 2008 a été reportée à cause du conflit d'après les élections au Kenya.

Visite de la CNTS, Sénégal à SEWA, Inde

Par Joyti Punjabi Vimo, SEWA et Seyni Mané Ndiaye et Anni Diouf, Comité des femmes de la CNTS

Une délégation du comité national des femmes de la CNTS au Sénégal, composée de Seyni Mané Ndiaye, représentante du secteur informel et d'Anni Diouf, responsable des projets a voyagé pour l'Inde afin d'y passer 7 jours, du 16 au 21 Janvier avec SEWA. Celle-ci était la deuxième partie du programme d'échange entre CNTS et SEWA. La première était la visite de SEWA au comité des femmes de la CNTS en Novembre 2007.

Les délégués se sont rencontrés le 16 Janvier avec la Secrétaire Générale de SEWA, Joytiben. Une réunion s'est tenue pour discuter et planifier les activités et pour partager une brève historique de l'histoire de l'organisation et sa formation en 1972 comme étant une union des femmes travailleuses autonomes dans l'économie informelle qui n'avaient pas de revenus, non plus de sécurité de travail jusque là. SEWA a environs un million de membres qui sont dans les différents secteurs de travail de l'économie informelle.

Nous avons été introduites au Comité Exécutif de SEWA. Ce comité de 25 membres nous a expliqué les différents programmes que SEWA avait formés dans les différents

secteurs afin de répondre aux besoins des ses membres: Assurance, comptes pour les pauvres, agriculture, santé, textiles, administration des coopératives, documentation audio-visuel et recherche.

La délégation a observé qu'il n'y avait aucun homme parmi les personnes chargées de diriger le programme. La visite sur terrain basée sur le plan convenu était organisée. Ce qui suit était inclu dans le programme:

- Magasin No 40 qui est le magasin de SEWA pour les vendeurs des légumes. C'est un magasin grossiste des légumes et joue un rôle important pour les producteurs ruraux comme il lie les producteurs ruraux avec les vendeurs citadins. La délégation visitante a appris comment le magasin a été créé et comment il fonctionne.
- Centre Ayurvedic de SEWA qui promeut la connaissance et le traitement traditionnels et augmente les opportunités d'emploi pour les membres de SEWA. Les activités sont du matériel brut acheté, publicité et vente par les travailleurs du secteur de la santé. Le centre a lancé 15 produits sur le marché.
- Le syndicat urbain en rapport avec les transporteurs sur la tête. Les structures du syndicat, stratégies d'organiser les non-organisés, campagne et problèmes politiques étaient discutés. Un des aspects qui ont été discutés en détail était le besoin pour le syndicat de négocier et faire du travail avec le gouvernement.
- Santé, les activités d'assurance et du soin des enfants étaient observées dans des milieux aussi bien ruraux qu'urbains. Le village de Saroda était un exemple de comment SEWA a promu la coopérative de la santé. Les membres sont pourvus des soins de santé, soins des enfants et assurance. Les visiteurs ont appris comment SEWA avait collaboré avec les hopitaux à Ahmedabad pour obtenir un "service sans cash" qui permet aux femmes d'obtenir le remboursement dans 24 heures de maladie.
- Les magasins des médicaments et le laboratoire de tuberculose de SEWA. Les médicaments sont vendus à coût réduit à la coopérative de la santé afin d'administrer les permettre les soins de santé abordables. Les magasins lient aussi les malades avec d'autres activités de SEWA, y compris les transferts des malades dans les différents hopitaux.
- Le Centre de Facilitation de Commerce de SEWA (TFC) qui est l'unité de production des vêtements ainsi que le point de vente Banascraft étaient visités. La TFC augmente les connaissances rurales et les artisans ont un marché où vendre leurs produits à travers Banascraft.

Le 21 Janvier, le dernier jour de la visite, nous avons visité Sabamarti où habitait Mahatma Gandhi. Le lieu s'appelle 'Hridaya KUNJ" (foyer).

Une réunion s'est tenue pour l'évaluation de la visite de la délégation de la CNTS dans laquelle une grande appréciation a été partagée avec les soeurs de SEWA qui avaient rendu la visite en Inde une expérience d'apprentissage inoubliable.

Au retour, c'était la responsabilité des visiteuses de la CNTS de rapporter sur la visite d'échange à Mody Guiro, Secrétaire Général de la CNTS et Fatou Bintou Yaffa Managara, Présidente du comité des femmes de la CNTS.

La première conférence mondiale des collecteurs des déchets

Par Chris Bonner, Programme d'Organisation et Représentation de Wiego

Les collecteurs des déchets à Bogota, Colombie, ont organisé un événement important au début de Mars cette année (1-4 Mars 2008). Plus de 250 représentants des organisations des collecteurs des déchets, des ONGs qui les supportent, agences de développement, gouvernements et entreprises venant de 34 pays du globe se sont rencontrés dans la cité. Ils étaient là pour un événement de trois-en-un: participer à la première conférence mondiale des collecteurs des déchets et la troisième conférence des collecteurs des déchets en Amérique latine et pour commémorer la Journée Nationale des collecteurs des déchets en Colombie le 1er Mars.

WIEGO a initié l'idée d'une conférence mondiale, a créé des liens entre les collecteurs des déchets dans des pays différents; a cherché les fonds et était l'acteur principal dans le comité-directeur International qui a organisé la conférence.

Le premier jour, plus de 300 collecteurs des déchets locaux ont joint les délégués de la conférence pour la commémoration. Les conférenciers ont partagé les expériences de lutttes et réussites des collecteurs des déchets en Colombie et ont donné l'aperçu de la situation des collecteurs des déchets à travers le monde. Le deuxième jour, les participants venant des différents pays ont choisi de participer à une des cinq sessions thématiques parallèles où ils ont partagé leurs expériences sur les problèmes - clés des collecteurs des déchets tels que organisation, privatisation /changement technologique et les politiques publiques. Le troisième jour a focalisé sur le travail en réseau et l'avenir. On a commencé par la présentation sur le réseau local des coopératives à Sao Paulo, Brésil (Catasampa) suivi par un exemple d'un réseau global, StreetNet International. Les deux ont pourvu les idées utiles sur les difficultés et les avantages de lier les organisations en réseaux. Après, les participants ont travaillé en groupes régionaux. Pendant ce temps, les collecteurs des déchets latino-américains ont tenu leur troisième conférence. Ils ont élargi le nombre des pays membres du réseau de cinq à onze. Basés sur l'engagement du plan d'action régional un représentant de chacun des pays a été élu. Ils ont aussi choisi un nouveau secrétariat qui est maintenant basé au Mouvement National Brésilien des collecteurs des déchets.

La conférence a adopté une Déclaration globale, préparée conjointement par les représentants venant de chaque continent. La déclaration promeut l'inclusion sociale et financière des collecteurs des déchets dans des systèmes de gestion des déchets solides; elle rejette l'incinération et les technologies de traitement basées sur l'enterrement et défend les systèmes qui soutiennent l'économie populaire; elle s'engage à maintenir les contacts entre les collecteurs des déchets à travers le monde et propose la révision des lois et des politiques publiques en incluant les collecteurs des déchets dans la prise des décisions.

Le quatrième jour était celui de l'expérience réelle. Les participants ont visité les coopératives locales pour voir la réussite de l'organisation en action. Ils ont eu aussi l'opportunité de visiter l'Association des collecteurs des déchets de Bogota ou Association Nationale des collecteurs des déchets pour apprendre de leurs lutttes et du fonctionnement de leur organisation.

La conférence était sérieuse mais aussi remplie d'amusement et de spectacles. Les groupes culturels colombiens ont donné de la musique intermède et il y a eu des chants spontanés des participants. Le chant du mouvement Brésilien de Catadores est devenu le plus populaire de la conférence. Il y avait aussi une grande exposition des photos montrant des collecteurs des déchets venant des différents pays et reflétant leur histoire.

Pour les collecteurs des déchets, la conférence représentait un grand pas en avant dans leur lutte pour la reconnaissance, droits et dignité. Elle a consolidé l'organisation des collecteurs des déchets de toute l'Amérique latine et les a unis autour d'un programme d'action commun. Elle a bâti des liens solides à travers les continents et a donné la base d'échanges et de réseautage en cours. Elle a aussi facilité l'apprentissage et le partage des expériences par les collecteurs venant des différents pays et entre les collecteurs des déchets et autres acteurs. Leur situation a été bien remarquable et a rassemblé le soutien venant d'une grande audience des différents membres.

Elle a montré que les collecteurs des déchets sont capables, organisés et qu'ils ne sont pas un "groupe de voleurs" comme ils sont souvent décrits.

Quelle est la voie à suivre? Notant que le niveau d'organisation est très inégal dans beaucoup de pays voire même inexistant, le temps n'est pas encore propice pour organiser un réseau global formel des collecteurs des déchets. La tâche prioritaire est d'établir et renforcer les organisations de base et nationales ainsi que les réseaux régionaux; et de maintenir les liens et communication régulière à travers le monde. Le comité directeur de la Conférence Internationale sera initialement le véhicule pour maintenir les contacts et développer un programme auquel vont contribuer les organisations des collecteurs des déchets et leurs alliés.

Allez au dehors et renseignez-vous au sujet des collecteurs des déchets et les organisations des collecteurs des déchets dans vos villes. Ecrivez-nous sur ce que vous avez trouvé. Nous aimerions être en contact avec autant d'organisations que possible pour aider à établir un mouvement international des collecteurs des déchets. Visitez le site web www.recicladores.net

Afrique australe: Demande au Protocole de commerce régional d'inclure l'économie informelle

L'atelier régional sur l'économie informelle, LEDRIZ/ ANSA a eu lieu à l'hôtel et Centre de Conférence Kopanong à Johannesburg, Afrique du Sud du 4 au 5 Février 2008.

Les objectifs principaux de cet atelier étaient premièrement de partager la connaissance et les expériences sur les défis affrontés par les travailleurs de l'économie informelle dans les différents pays de la Communauté de Développement des pays de l'Afrique Australe (SADC). Ensuite, les participants ont analysé et discuté critiquement le problème de protocole de commerce de la SADC, le protocole de la SADC sur la facilitation du mouvement de la population aussi bien que la convention de partenariat économique (economy partnership agreements - EPAs) et ce qu'elle

contient pour l'économie informelle.

Camarade Moyo, Secrétaire général adjoint du Congrès Zimbabwéen des Syndicats (ZCTU) a ouvert l'atelier au nom du Président du Conseil de Coordination des syndicats de l'Afrique Australe (SATUCC) qui n'était pas présent.

Moyo a dit que l'économie informelle contrairement aux prédictions, a résisté à l'examen de temps et est devenu l'employeur principal dans ces quelques décennies passées et aussi, un important contributeur au PIB pour l'économie de la SADC. Ceci était expliqué comme étant le résultat de l'échec des politiques néo-libérales qui ont causé une perte sérieuse d'emplois formels dans beaucoup des pays. Dans la première présentation, Dr. G. Kanyenze, Directeur de LEDRIZ a expliqué ce qu'est le concept et le cadre économique d'ANSA ainsi que sa portée sur la politique macroéconomique/financière. La stratégie de développement préférée par l'initiative d'ANSA est une vision mondiale de bas-en haut pour trouver et développer des alternatives au néo-libéralisme. En discutant le mot développement, les participants ont énuméré le droit à la sécurité alimentaire, santé, éducation, loyer, utilités de base, transport, travail décent et salaire viable.

Il a noté que la croissance économique qu'on a vu est négative comme elle tend à n'avoir ni des avantages à long terme ni à redistribuer les ressources aux pauvres non plus. Il a noté qu'avant et après l'indépendance les gouvernements de la SADC se sont surtout concentrés à l'amélioration de l'économie formelle tout en négligeant les économies non-formelles. Ceci a conduit à la "duplicité ou enclave économique". Il a noté que pendant que l'économie formelle est dominée par les hommes, l'économie informelle et communale sont toutes deux dominées par les femmes, la dernière étant souvent ignorée. L'initiative d'ANSA est un appel à mobiliser le peuple à engager les gouvernements sur les problèmes critiques pour avoir le développement centré sur l'humain.

Dr. Kanyenze a dit que le point de départ est aux Syndicats de mobiliser et organiser les travailleurs de l'économie informelle dans des structures organisées où ils peuvent commencer à apprendre de leurs droits socio-politico-économiques et les revendiquer.

Dans la deuxième session, les tendances actuelles dans l'économie informelle des pays de la SADC était facilité par Mlle N. Chakanya, LEDRIZ. Mlle Chakanya a donné l'arrière - plan de l'économie informelle selon la perspective de l'OIT, soulignant que plus de 30 années passées l'OIT utilisait d'abord le terme "secteur informel" pour se référer aux "activités des pauvres travailleurs qui travaillent durement mais ne sont pas reconnus, enregistrés, protégés ou regularisés par les autorités publiques". Elle est allée jusqu'à souligner la taille du secteur informel.

En Afrique, le travail informel est estimé compter pour environ 80% de l'emploi non agricole, 60% de l'emploi urbain et plus de 90% des nouveaux emplois.

Les participants ont été demandés d'énumérer ce qu'ils avaient identifié comme étant les plus grands problèmes affrontés par les travailleurs de l'économie informelle dans leurs pays. Dans la session suivante, les points forts, points faibles et menaces aux

organisations de l'économie informelle dans les pays représentés, Malawi, Zambie, Botswana, Namibie, Zimbabwe et Afrique du Sud étaient produits.

Le jour suivant, l'atelier a discuté les trois protocoles de la SADC. Aulline Mabika de la Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (Institut de Négociations et d'Information Commerciale des Pays de l'Afrique Australe et de l'Est (SEATINI)) a dirigé l'atelier en évaluant l'environnement commercial dans les pays de la SADC et à quelle mesure elle promeut ou étouffe la participation totale de l'économie informelle dans l'intégration régionale.

Elle a expliqué que la réduction de la pauvreté n'était pas l'objectif explicite du protocole de commerce. Elle est espérée être réalisée d'une façon non réaliste à partir des effets venants de l'expansion du commerce régional. Elle a parcouru les risques et les opportunités pour l'économie informelle.

Le protocole de la SADC sur la facilitation du mouvement de la population considère le mouvement libre des "personnes naturelles" et l'enlèvement des barrières comme les exigences des visas, demandant aux gouvernements de donner les documents de voyage et d'enlever les restrictions aux mouvements des êtres humains traversant les frontières nationales. Les parties étatiques ont accepté d'harmoniser les pratiques actuelles de l'immigration, cependant il existe tant de confusions à travers les pays de la SADC sur ces points.

Mabika a noté que la réalisation par les gouvernements de la SADC du besoin de faciliter le mouvement du peuple dans les pays de la SADC devrait être le point de départ pour le lobbying des gouvernements. Les avantages de ces initiatives politiques ne devraient pas être confinés aux grandes compagnies du secteur formel.

Les affaires des petits entrepreneurs impliqués dans le commerce transfrontalier devrait être aussi facilités dans le sens d'encourager le développement de l'économie informelle dans la région d'Afrique Australe, aussi bien que le commerce et l'intégration régionaux, allègement de la pauvreté et renforcement économique de la femme. Elle a dit que les obstacles placés dans les voies des mouvements des commerçants informels sont aussi des obstacles au commerce.

La présentation suivante sur EPAs (Accord de Partenariat Economique) et l'économie informelle était facilitée par Chakanya de LEDRIZ. Elle a commencé en expliquant que l'une des grandes conventions de commerce entre l'Europe et les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), la convention de Cotonou a pris fin le 31 Janvier 2007. L'EPAs est supposé remplacer cette convention et était supposée entrer en vigueur à partir de Janvier 2008.

Cependant, le processus a été largement dominé par l'UE. Les besoins de développement des pays ACP sont en danger et en train d'être ignorés. L'Organisation Syndicale Régionale, la Southern Africa Trade Union Coordinating Council (SATUCC) considère les développements liés aux négociations comme ayant des implications négatives sur la production domestique, affaires locaux, travailleurs et le développement national dans son ensemble. EPAs fait appel à l'enlèvement des tarifs de commerce et la réciprocité dans les marchés. Réciprocité veut dire que les pays

ACP seront demandés d'ouvrir progressivement leurs marchés aux produits et aux services de l'Union Européenne (UE). L'implication est que ceci détruira l'industrie, services et secteurs agricoles suite à l'afflux des importations moins chères.

Dans la lumière de ce qui est cité ci-haut, elle a conclu sa présentation en disant que le défi que confronte l'économie informelle dans la SADC est de faire la transition de la simple survie (subsistance) à une position économiquement forte.

Dans la session suivante, on s'est réparti en groupes pour travailler en groupe. Les questions suivantes ont été posées:

- Les protocoles de la SADC doivent être simplifiés. "Quels sont les bienfaits qu'on peut tirer des protocoles discutés de la SADC et comment les acteurs de l'économie informelle peuvent y bénéficier? Qu'est ce qu'il faut faire?;
- Les protocoles de la SADC doivent être simplifiés "Quels sont les aspects négatifs des protocoles de la SADC sur l'économie informelle? Autrement dit, comment sont-ils désavantageux aux acteurs de l'économie informelle? Comment ces désavantages peuvent-ils être minimisés? Qu'est-ce qui peut être fait pour réduire ou éradiquer ces désavantages?

Un groupe de six personnes a été identifié parmi les participants pour produire une ébauche de déclaration ou communiqué clarifiant les problèmes soulevés dans les présentations des groupes. Le communiqué a été présenté au reste des participants et toutes les corrections nécessaires ont été faites. La copie de la déclaration a été distribuée aux participants et ils ont été tâchés de l'amener à leurs organisations et aux autres parties intéressées dans l'économie informelle dans leurs pays respectifs. Source: Rapport L'atelier régional sur l'économie informelle, LEDRIZ/ANSA

DECLARATION DES ASSOCIATIONS/ ORGANISATIONS ET SYNDICATS DE L'ECONOMIE INFORMELLE DANS LA REGION DE LA SADC

Demandes:

- Les gouvernements doivent reconnaître et soutenir l'économie informelle à travers une législation de soutien des politiques nationales.
- Les gouvernements doivent engager les travailleurs de l'économie informelle dans la formulation des politiques et prise des décisions "Rien pour nous sans nous!"
- Que l'économie informelle soit légalement reconnue à travers une législation qui va faire que les lois municipales puissent être commodes.
- Les gouvernements nationaux doivent quitter les politiques néo-libérales comme la libéralisation du commerce perpétuée par les pays développés, qui déplacent les travailleurs de l'économie informelle à travers l'afflux massif des produits moins chers. Par exemple, la politique néo-libérale proposée sous EPAs.
- Les protocoles de la SADC doivent être simplifiés et distribués aux citoyens ordinaires par tous les Etats membres de la SADC.
- Les gouvernements doivent remplir leurs obligations telles que contenues dans les protocoles de la SADC sur le commerce et le protocole sur la facilitation du mouvement des personnes permettant le mouvement libre des biens, services et peuple à des frontières nationales à travers l'enlèvement des visas et tarifs douaniers au sein de la région de la SADC, et

- Les Organisations comme SATUCC et StreetNet doivent établir une structure régionale pour l'économie informelle qui doit engager la SADC dans le dialogue pour l'amélioration du bien être des travailleurs de l'économie informelle.

Déclaration de StreetNet sur les attaques Xénophobes en Afrique du Sud

StreetNet International, la fédération internationale des organisations des vendeurs de rue avec plus de 300 000 membres dans 34 organisations et dans 30 pays en Afrique, Amérique Latine et Asie:

Joint COSATU, SACC, TAC, Mouvements Sociaux Indaba, Abahlali Basemjondo et autres organisations populaires Sud Africaines qui ont ralliés leurs membres contres les attaques brutales contre la population nonSud Africaine habitant en Afrique du Sud (ainsi que d'autres victimes accompagnant ces vagues de pillages et de destruction des maisons de la population pauvre).

Note que les réfugiés fuyant des conflits dans d'autres pays africains, particulièrement le Zimbabwe notre voisin, les migrants travailleurs et travailleurs sans papiers et la population travaillant dans l'économie informelle en tant que commerçants transfrontaliers dans les pays de la SADC, sur les rues et aux marchés, sont les plus vulnérables à la xénophobie et discrimination.

Notant avec extreme préoccupation:

- Les attaques horribles et sans sens aux familles et travailleurs sans défense dans les différentes parties de l'Afrique du Sud résultant à des pertes tragiques de vie, blessures, sans abris, peur et destruction gratuite de la propriété des pauvres urbains;
- Les attaques xénophobes sont répugnantes à tous ceux /celles-là qui aiment et respectent les droits des travailleurs dans leurs lieux de travail aussi bien que dans leurs communautés;
- Les dangers de la xénophobie se répandent aux marchés et aux pavements où les travailleurs de l'économie informelle des pays de la SADC (inclus les Sud africains) et le reste de l'Afrique gagnent leur pain qu'ils soient vendeurs transfrontaliers et ceux /celles qui habitent les villes et les cités en Afrique du Sud;
- L'érosion des droits de tous les travailleurs sans tenir compte de leurs nationalité, langue, race et genre de gagner la vie sans peur.

Appel au gouvernement local et national, aussi bien que le secteur privé et les membres du public à:

- Respecter et comprendre la Convention des Nations Unies pour les Réfugiés et prévenir toute forme de discrimination contre les réfugiés qui ont le droit légal de gagner la vie;
- Se rassurer que la xénophobie est contrôlée à travers le programme public d'éducation de la police, tribunaux et citoyens de respecter les droits de tous ceux qui vivent dans ce pays pour gagner leurs vies;
- Introduire et surveiller les lois pour régulariser et permettre le libre mouvement

entre les pays de la SADC, ce qui va créer des opportunités pour les commerçants informels, qui aideront à réduire la pauvreté et le chômage qui sont avancés comme étant les causes de la préjudice xénophobe et l'usage de la violence inacceptable que nous avons témoigné.

StreetNet soutient les efforts des organisations des vendeurs de rue à Durban pour renforcer les initiatives d'autres organisations populaires en faisant appel à une réunion générale des vendeurs de rue pour mobiliser à la résistance populaire pacifique contre ces attaques xénophobes et toutes formes de violence contre la population pauvre habitant en Afrique du Sud.

Respectons la Charte de Liberté qui dit "L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent"

**Donné par Pat Horn,
Coordinatrice Internationale StreetNet International**

SIVARA gagne la lutte pour la reconnaissance des vendeurs de rue

Par Oscar Roberto Silva, SIVARA, Argentine

L'union des vendeurs de rue de la République d'Argentine (SIVARA), a été lancée le 13 Décembre 1973. Son objectif était d'unir tous les secteurs des vendeurs de rue, colporteurs (vendeurs mobiles) et/ou avec des étalages fixes, pour le développement de leurs activités sur les passages publics et/ou sur des sites publics ou privés. Les vendeurs incluent les marchands de café, les femmes vendeuses des cosmétiques, vendeurs des vaisselles, bonbons, vêtements, vendeurs aux stades sportifs, dans les trains, vendeurs pendant des événements spéciaux, etc.

La formation de SIVARA était le résultat de graves persécutions que nous avons endurées aux mains des Autorités Municipales et de la Police qui nous ont détenus pour avoir travaillé et nous étions incarcérés pour jusqu'à 30 jours en prison. Pour cette raison, certains des objectifs principaux de SIVARA sont les suivants:

- 1) Obtenir la reconnaissance que les vendeurs de rue sont des travailleurs et que c'est une profession. Ce point a été réalisé étant donné que le Ministère de Travail a reconnu et accordé le Statut légal de Syndicat SIVARA selon le quel la police ne peut plus nous détenir en prison comme elle le faisait auparavant.
- 2) Lutter pour la liberté de travailler partout dans notre pays. A ce moment, nous sommes très avancés dans la réalisation de cet objectif par voie d'ordonnances, lois provinciales et nationales. Aujourd'hui, nous sommes 70% protégés à instruments légaux.
- 3) Un autre objectif était d'obtenir la protection sanitaire pour les vendeurs de rue et leurs familles. Nous avons maintenant la protection de l'assistance sociale et les membres reçoivent le traitement à un prix abordable.

Maintenant SIVARA est en train de travailler dans le parlement national pour l'approbation d'une loi nationale pour protéger les vendeurs, et pour une nouvelle ordonnance dans la ville de Buenos Aires, pour la protection des vendeurs des articles

à bas prix sur les passages publics, dans des foires, parcs et places publiques dans notre ville.

Celles-ci sont certaines des réussites obtenues, mais notre plus grande réussite est que maintenant les autorités respectent nos membres en tant que travailleurs, avec des droits de travail et sociaux; ils peuvent prendre leur retraite avec dignité. SIVARA a 17 205 membres actifs.

Cette année SIVARA a joint StreetNet International comme un nouvel affilié.